



Septembre 2005

**CONTRIBUTION DE LA REGION BRETAGNE  
AU DEBAT SUR LES AIDES D'ETAT A FINALITE REGIONALE**

**Suite à la publication, par la Commission européenne,  
du Plan d'Action relatif aux Aides d'Etat (7 juin 2005)  
et de la Communication  
«Lignes directrices sur les aides d'Etat à finalité régionale pour 2007-2013»  
(18 juillet 2005)**

**Région Bretagne**

283 avenue du Général Patton – CS 21101

F-35711 Rennes Cedex France

[www.region-bretagne.fr](http://www.region-bretagne.fr)

**Français**

Rennes, le 15 septembre 2005

**Contribution de la Région Bretagne  
Au Plan d'Action de la Commission européenne relatif aux Aides d'Etat  
et à la Communication sur les Aides d'Etat à finalité régionale pour la période 2007-2013**

En juin 2005, la Commission européenne a diffusé un nouveau plan d'action sur l'avenir des Aides d'Etat, suivi en juillet 2005 d'un projet de Communication concernant les lignes directrices sur les Aides d'Etat à finalité régionale pour la période 2007-2013.

La Région Bretagne prend acte des propositions contenues dans ce nouveau plan d'action.

Elle salue les avancées de ce texte, et indique sa volonté d'aller dans le sens de la réforme proposée par la Commission européenne, tout en insistant sur la nécessité de pouvoir appliquer ces nouvelles mesures en cohérence avec ses priorités.

La Région Bretagne est consciente de la nécessité de rationaliser les Aides d'Etat. Elle estime cependant que cette diminution et cette réorientation doivent être effectuées en cohérence avec des objectifs d'intérêts communs clairement établis.

La Région Bretagne estime, en effet, que les différentes réformes européennes en cours (réforme des régimes d'aides d'Etat, perspectives financières européennes et avenir de la politique de cohésion) ne peuvent pas être déconnectées, et qu'elles doivent être menées au sein d'une réflexion commune, cohérente et respectueuse des orientations essentielles de l'Europe. Ainsi, si la Bretagne est favorable à la Stratégie de Lisbonne de mars 2000 (objectifs de compétitivité et de renforcement de la R&D et de l'innovation), elle soutient pleinement les propositions de la Commission quant à la nécessité de prendre en compte les deux autres éléments fondateurs des stratégies communautaires, à savoir les objectifs de Göteborg pour le développement durable et le respect du principe de cohésion économique, sociale et territoriale.

Souhaitant, comme la Commission, que ces objectifs soient définis dans le respect de la transparence et de l'équité, la Région Bretagne se réjouit de l'approche adoptée, reposant sur la consultation, et soutient l'idée de la poursuivre pour chacun des éléments de la réforme.

En ce sens, la Région Bretagne fait part des propositions suivantes :

## **I. Les aides à finalité régionale : une réforme cohérente avec l'évolution de la politique régionale :**

---

Le contexte de restrictions budgétaires rend plus aigue la question du rôle des autorités locales et régionales en tant que foyer de croissance. La définition de leur marge de manoeuvre doit être envisagée de manière globale. De plus la concurrence ne favorisera la compétitivité que si elle se développe sur des bases équitables. Soucieuse du développement des territoires fragiles, la Région Bretagne pense que la réforme des aides d'Etat ne saurait aggraver exagérément les écarts de développement entre régions d'Europe, sous peine de retarder la stratégie de Lisbonne et son intégration dans les stratégies régionales.

Dès lors, il est nécessaire que la réforme des Aides d'Etat à finalité régionale, dont l'entrée en vigueur sera simultanée à la future programmation des Fonds structurels, soit examinée conjointement à la réforme de la politique de cohésion. La réglementation sur les Aides d'Etat à finalité régionale ne doit pas être adoptée avant que ne soit définitivement validé le cadre juridique et financier des Fonds structurels 2007-2013.

La Région Bretagne souligne que la diminution de la **population éligible** envisagée par la Commission européenne paraît trop importante et trop rapide. Elle insiste par conséquent sur la nécessité de respecter le filet de sécurité envisagé à hauteur de 50%, qui garantisse une transition équivalente à celle de la réforme précédente.

La Région Bretagne serait intéressée de voir préciser la **méthode de prise en compte des critères de zonage**, de manière simple et transparente. Sa préférence irait à la conservation du niveau statistique des zones d'emploi, tel qu'il est utilisé aujourd'hui.

La Région Bretagne se félicite de l'orientation adoptée par la Commission dans la nouvelle phase de ses propositions, en particulier la révision à la hausse des taux envisageables pour les entreprises dans les régions françaises.

Néanmoins, et toujours dans un esprit de cohésion européenne, il s'avère nécessaire de maintenir un **dispositif de « sortie transitoire »** en ce qui concerne les taux d'intensité des aides, aussi bien pour les régions anciennement concernées par l'article 87.3 a), que pour les zones qui bénéficiaient de l'exemption de l'article 87.3c) et qui ne seront plus éligibles à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2007.

De même, la Région Bretagne regrette que la Commission continue d'envisager de ne plus se référer à l'équivalent subvention nette. L'intérêt technique de son abandon ne semble pas probant tandis que la conservation de cette règle permet notamment aux aides à finalité régionale de jouer leur rôle de soutien à l'infléchissement des disparités régionales.

## **II. La réforme de l'ensemble des régimes d'aides d'Etat :**

---

Estimant que la réforme des Aides d'Etat à finalité régionale est la clef de voûte de l'ensemble de la réforme, la Région Bretagne s'intéresse néanmoins à l'ensemble des régimes qui entreront en vigueur en 2007.

Nonobstant les encadrements en matière d'agriculture, de transports et de construction navale, qui ne font pas l'objet de cette consultation, la Région Bretagne marquera son attention à ce que les régimes révisés puissent permettre le développement de la compétitivité des territoires sur la base des priorités régionales, dont la Région se fait le chef de file. Elle veillera également à ce que les régions soient traitées en fonction de leur niveau de développement.

Elle estime qu'en complémentarité avec la forte diminution des Aides à finalité régionale, il est nécessaire d'opérer le relèvement des plafonds de minimis en-deçà de 200.000 €uros.

De même, elle souhaite que les aides à la création d'entreprises relèvent des encadrements horizontaux et ne soient pas inscrites dans la réglementation relative aux Aides d'Etat à finalité régionale.

La Région Bretagne marque son intérêt particulier en matière de R&D, d'innovation et de capital risque. En matière de R&D notamment, la Région Bretagne a mis en place une dynamique active sur son territoire afin de répondre au mieux aux objectifs de l'Espace européen de la Recherche. En ce sens, elle a développé un certain nombre d'outils destinés à appuyer les projets de la communauté scientifique régionale, elle participe activement à la réflexion sur le 7<sup>ème</sup> PCRD et s'intègre dans les programmes communautaires. Elle souhaite que les encadrements puissent s'inscrire dans cette logique, et prendre en compte les bonnes pratiques des régions.

Il ressort également de l'expérience de terrain que la définition des entreprises moyennes pourrait nécessiter le relèvement du seuil du nombre de salariés la définissant.

La Région Bretagne salue les orientations proposées par la Commission européenne en matière d'emploi et de formation, notamment sa volonté d'encourager la formation initiale et continue des travailleurs et de renforcer l'adaptabilité et l'amélioration des compétences des entreprises. La Bretagne suivra avec attention l'éclaircissement de la simplification et de la consolidation des règlements actuels d'exemption à la formation et à l'emploi.

Enfin, la Région Bretagne souhaite marquer son intérêt pour l'encadrement des aides à l'environnement. Soulignant l'intérêt de mettre en œuvre la stratégie de Göteborg pour le développement durable, elle souhaite que la marge de manœuvre nécessaire à l'établissement des politiques publiques en la matière ne se limite pas à pallier les défaillances du marché et à soutenir les technologies innovantes.